



# CERPESC

## A N A L Y S E S

### L'Albanie après 1990

*Un pays ex-communiste sans expériences démocratique*

**Page 3**

### La crise de 1997

*Corruption, pyramide, mafia*

**Page 8**

### La mission ALBA

*Un succès militaire et une occasion manquée de l'UEO*

**Page 11**

### Conclusion

*Le nouveau rôle de l'Italie et de la Turquie en Albanie*

**Page 18**

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKE

# L'UEO, L'UE, ET LA CRISE ALBANAISE EN 1997 (LA MISSION ALBA)

*(Ce rapport a été rédigé au sein du Groupe de Recherche Centre d'Histoire de Sciences Po Paris - Sorbonne Paris 3)*



CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC

<http://www.pesc.eu/>

© Association Objectif Europe III - Sorbonne

© Fondation Europa Varietas

© András István Türke, 2007

# CERPESC ANALYSES

## SOMMAIRE

### **I. L'Albanie après 1990 et la crise de 1997**

*I.1. Le processus de transition*

*I.2. La politique étrangère du pays et la présence des organisations internationales*

*I.3. Vers la crise de 1997*

### **II. L'opération ALBA (8 avril 1997-11 août 1997)**

*II.1. Désaccords diplomatiques et au sein de l'UE et de l'OSCE ; l'évacuation*

*II.2. La mise en place de l'opération*

*II.3. Les débats autour de l'élargissement du mandat de la mission*

### **Conclusions**

# CERPESC ANALYSES

« *The way of Albania to progress and democracy is winding and laborious and may be compared to that of Sisyphus of the Greek mythology.* » (Aleks Luarasi)

« *Albania is not just another country, it's another planet.* »<sup>1</sup>

## I. L'Albanie après 1990 et la crise de 1997

### I.1. Le processus de transition

L'Albanie compte 3,182 M d'habitants en 1999, dont 70% de musulmans, 20% d'orthodoxes et 10% de catholiques selon le dernier sondage fait en 1951. La majorité musulmane se divise en deux : 80% sunnite et 20% Bektashis – une branche de l'Islam alevi<sup>2</sup>. Le nord du pays est majoritairement musulman avec une petite communauté catholique alors qu'au sud, la majorité de chrétiens orthodoxes (1,1 millions) vivent ensemble avec 400000 musulmans<sup>3</sup>. Une importante minorité albanaise vit en Macédoine (510000 personnes) et en Serbie (Kosovo – 2,1 M personnes) et l'Albanie du sud dispose d'une minorité grecque (50-60000 personnes)<sup>4</sup>. En outre, il existe une rivalité « internationale » entre les différentes communautés albanaises (notamment entre Tirana et Pristina) pour jouer le rôle du « centre albanaise »<sup>5</sup>.

Après 45 ans sous le régime communiste, l'Albanie, le seul pays athée du monde, a repris son indépendance (pour la deuxième

fois dans son histoire) en 1990. Le processus de démocratisation démarrait : libéralisation, privatisation, législation démocratique, influence du capital étranger... L'État a abrogé certaines lois du Code Pénal (article 47 et 55 : l'interdiction de quitter le pays et de critiquer le régime) et a garanti la sécurité des investissements étrangers. Malheureusement, beaucoup de spéculateurs allemands, autrichiens et américains y ont installé des bases *off-shore* pour tirer profit des circonstances particulièrement complexes et difficiles, aggravées par la corruption. Il faut y ajouter qu'en 1990, c'est la Constitution de 1976 qui était en cours, interdisant les investissements étrangers, y compris les aides humanitaires et les crédits<sup>6</sup>.

C'est le 13 novembre 1990 que l'Assemblée du peuple a été convoquée pour créer la loi sur les élections législatives et prendre la décision sur la création d'une Commission spéciale constituante. Jusqu'aux élections, le 31 mars 1991, cette Assemblée du peuple a exercé le pouvoir législatif<sup>7</sup>. Mais le pays a plongé dans l'anarchie. Le peuple a détruit les statues d'Enver Hoxha et plusieurs écoles. Le Parti travailliste albanaise (PTA) a gagné les élections face au Parti démocrate albanaise (PDA), encore inexpérimenté et peu organisé surtout en campagne. Pendant les manifestations des lendemains la police a tué quatre personnes.

La question se pose dans quelle mesure le PDA était le parti d'une vraie nouvelle op-

<sup>1</sup> Kubicek, 1998, p.78-91.

<sup>2</sup> Ragaru, 2003, 33 p.

<sup>3</sup> Marakis, 1997, 20 p.

<sup>4</sup> Serbie- 62000 ; Monténégro- 31000 ; Grèce- 680000 ; Bosnie-Herzégovine- 7000 Albanais. Source : Wikipedia/Albanians ; minorité grecque : 200000 personnes selon *World Directory of Minorities* ; 400000 selon l'Église orthodoxe.

<sup>5</sup> Ragaru, 2003, p.5.

<sup>6</sup> Luarasi, 1997, p.1-9.

<sup>7</sup> Luarasi, 1997. p.9.

## CERPESC ANALYSES

position « démocratique », la force émergente d'une résistance contre le régime communiste. Sans se faire trop d'illusions, disons que le schéma ressemble au processus de transition des autres pays de l'Europe centrale et orientale : elle était conduite plutôt par l'opposition interne au régime communiste des « communistes réformateurs », qui cessent bien sûr de se nommer communistes en créant par exemple le PDA. Il faut donc absolument tenir compte qu'en Albanie, sans tradition démocratique, la possibilité de survivance d'une opposition démocratique était très faible et ses chances d'arriver au pouvoir après la transition, comme *homo novus*, restaient illusoire.

Les principaux leaders du PDA étaient d'anciens cadres intermédiaires du PC ou les enfants des dirigeants enveristes connus. Même Sali Berisha était le docteur (cardiologue) d'Enver Hodxa<sup>8</sup>. Ce fait explique partiellement les contacts étroits avec les services secrets, la présence à la tête de l'économie et les liens – ce qui est une spécificité plus marquante des Balkans vis-à-vis des PECO – avec les bandes criminelles. Bien organisées, celles-ci profitent de leur maîtrise des régions montagneuses, pratiquement incontrôlables par l'État, pour créer des réseaux de contrebandiers. Nous pouvons rester sceptiques en ce qui concerne des résultats à bref délai de la mise en place d'une démocratie fondée sur telles bases.

En outre, la tension communiste/démocratique reste secondaire, voire marginale au point de vue historique et des clivages poli-

tiques. Il faut savoir qu'en Albanie le fleuve *Shkumbin* ne coupe pas que géographiquement le pays en deux : les deux communautés, les *Guègues* au nord et les *Tosques* en Sud, divisent historiquement les Albanais. La transition était donc plutôt une révolte des *Guègues* contre la dominance des *Tosques* depuis 1945 : Enver Hodxa était le descendant d'une famille *Tosques* de Gjirokastër et après 1945 l'État a reconnu leurs dialectes comme la langue officielle. Les membres du PDA sont d'origine *guègue* provenant majoritairement du Kosovo : en arrivant au pouvoir, Berisha a balayé les fonctionnaires publics sur la base « du sang » avec l'aide efficace des Américains. Les affaires douteuses de « pyramides » d'emprunts étaient menées par les *Guègues*, grands perdants traditionnels des relations commerciales<sup>9</sup>.

Le PTA ne s'est transformé en Parti socialiste d'Albanie qu'en juin 1991, après la mise en place d'un nouveau gouvernement issu d'une coalition entre le PTA et le PDA jusqu'en décembre 1991. En août l'exode vers l'Italie et la Grèce a recommencé. En automne le pays est devenu membre de l'OSCE, du FMI et de la BERD<sup>10</sup>. Après une élection, considérée comme libre et honnête, le PDA a remporté une nette victoire le 22 mars 1991, le jour de la révolution démocratique du pays. Sali Berisha, le leader du PDA, a été élu président de la République et Aleksander Meksi premier ministre. Le Parti social démocrate et le Parti républicain ont fourni chacun la moitié du gouvernement de coalition. La nouvelle période jusqu'en 1996 se divise alors en deux.

<sup>8</sup> Ragaru, 2003, p.15.

<sup>9</sup> Marakis, 1997, p.20.

<sup>10</sup> Luarasi, 1997, p.1-11.

## CERPESC ANALYSES

De 1992 à 1994, c'est période des réformes et de la confiance. Plusieurs amendements à la Constitution ont été apportés, la structure du gouvernement central et local a été mise en place en réduisant l'anarchie. La privatisation et la réforme économique ont avancé. Les travaux d'une Commission pour une nouvelle Constitution restèrent toutefois inefficaces<sup>11</sup>. L'Albanie intégra le Partenariat pour la Paix (PpP) de l'OTAN en 1994.

De 1994 à 1996, ce fut la période de l'émergence de l'autoritarisme et le gouvernement perdit la confiance des États-Unis<sup>12</sup>. Aux élections municipales le PDA a payé le prix des réformes : le PSA a retrouvé sa force. En juillet 1993, une plainte fut déposée contre Fatos Nano (leader du PSD) : il était accusé – selon plusieurs sources pour des raisons politique – de corruption et d'abus au sujet de l'aide humanitaire pendant la période de son gouvernement (février-mai 1991)<sup>13</sup>. La discrimination de la minorité grecque – représentée par le parti Union des droits de l'Homme – était aussi inquiétante<sup>14</sup>. La méfiance mutuelle entre la Grèce – qui considérait le sud de l'Albanie

comme l'ancienne région grecque de l'Épire du nord<sup>15</sup> – et l'Albanie se manifesta à plusieurs reprises : en 1993 le gouvernement grec a expulsé 300000 immigrants albanais<sup>16</sup>.

En 1994, le référendum sur la Constitution est la marque d'une période descendante : le PDA était pour une présidence forte, dont le PSA exprima sa sérieuse inquiétude. Le refus du peuple – peu connaissaient le texte – était plutôt contre le PDA. Les élections parlementaires le 26 mai/ 2 juin 1996 furent le deuxième test entre le PDA et le PSA. L'OSCE a évoqué une série d'irrégularités et plusieurs violations de la loi électorale<sup>17</sup>.

La base électorale du PSA, partisan des liens avec les Grecs, était dans le sud du pays et il était soutenu par la minorité orthodoxe (Fatos Nano, Ilir Meta, Paskal Milo étaient orthodoxes) alors que celle du PDA, partisan de l'amitié italienne, se trouvait au nord du pays<sup>18</sup>. Le rayonnement de l'État à l'étranger était l'argument principal du gouvernement, et les anomalies dans le pays le thème de l'opposition. La loi « Sur la génocide... » a interdit la candidature à plusieurs

<sup>11</sup> Luarasi, 1997, p.17.

<sup>12</sup> « President Berisha: 'Since the beginning of my first mandate, in 1991, I tried to establish a good relationship with the Americans. And I offered full collaboration... I can say that I accept all differences of opinion and that I am ready for dialogue. But, so long as I am here, I will defend the national sovereignty of my country.'...That is to say, there is a strong difference between collaboration and colonization. The fact is that, for at least one year, there has been only one obstacle to stabilization in Albania according to Washington : Berisha. » (dans *Corriere della Sera* 04 avril 1997 )

<sup>13</sup> L'ancien président, Ramiz Alia a été aussi condamné à neuf ans de prison, mais il a été relâché en 1995, cf. Joseph Rotschild et Nancy M. Wingfield, *Return to diversity – A Political History of East Central Europe since World War II*, New York – Oxford, Oxford University Press, 2000 (3) p. 290-91.

<sup>14</sup> *Albania Human Rights Practices – 1994*.

<sup>15</sup> Après les Guerres balkaniques de 1912-13, le traité de Londres a donné la plus grande partie de l'Épire à la Grèce, mais l'Albanie en a reçu une petite partie au nord. Le 7 mars 1914, le Prince Wilhelm von Wied, prince d'Albanie nommé par les grandes puissances est arrivé en Albanie. Les Grecs du sud de l'Albanie se sont révoltés et ont déclaré la naissance du gouvernement provisoire de l'Épire. Leur drapeau reprenait celui de la Grèce et les Grecs les ont soutenus en secret. Pendant la Première Guerre mondiale, l'Italie a occupé le nord de l'Albanie, mais après quelques mois le contrôle a été transmis aux troupes françaises. L'Épire du nord a été envahie par les troupes grecques, qui y ont séjourné jusqu'en 1916. Cf. *Northern Epirus (Albania) : Greek occupation, 1914-1916*.

<sup>16</sup> Greek minority in Northern Epirus (Albania).

<sup>17</sup> Greco.

<sup>18</sup> Ragaru, 2003, p. 43.

## CERPESC ANALYSES

membres du PDS et le « *screening* de personnes » est né contre les anciens collaborateurs de *Sigurimi*, la police politique.

L'élection s'est déroulée dans des circonstances particulièrement tendues, le PSA a retiré ses candidats des commissions électorales. La légalité de la victoire du PDA, qui a remporté 122 sièges sur 140, (PSA : 10) restait douteuse, bien que le système d'élection mixte (100 après 115 sièges sur 140 à la majorité et 25 sièges sur la liste de compensation distribués à la proportionnelle<sup>19</sup>) n'exclut point un tel résultat. Le nouveau gouvernement a été dirigé par Aleksander Meksi et le PSA a refusé de siéger au Parlement. En octobre 1996, le PDA a remporté la victoire aux élections municipales : plusieurs votants déçus restèrent loin des urnes<sup>20</sup>.

Malgré un développement considérable (l'Albanie a été considérée comme le meilleur élève du FMI), les tensions s'aggravèrent. Malgré les réformes institutionnelles – qui n'avaient pas pour but d'installer l'État de droit –, la garantie de l'indépendance des trois pouvoirs restait fort ambiguë : surtout la Justice et l'armée étaient loin d'être dépolitisées. L'administration a été à nouveau remplie des sympathisants du parti au pouvoir. Les services secrets (l'ancien *Sigurimi* est devenu SHIK) ont complètement gardé leur ancienne structure et

restaient un instrument des jeux politiques jusqu'aux insurrections de 1997<sup>21</sup>.

### *I.2. La politique étrangère du pays et la présence des organisations internationales*

Tirana a posé sa candidature pour adhérer à l'OTAN dès décembre 1992. Cette année-là, le pape Jean-Paul II a fait un voyage dans le pays (25 avril) et la première visite du président Berisha s'est déroulée aux États-Unis. Quant aux relations avec les pays voisins ou proches, la question des minorités albanaises restait le facteur déterminant : l'Albanie avait de bons contacts avec la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro et la Slovaquie. Un partenariat politique a été mis en œuvre avec la Croatie et la Slovénie. En avril 1994 un accord de coopération militaire a été signé à Ljubljana : « Selon les termes de l'accord de coopération militaire les soldats albanais pourront s'entraîner dans les montagnes slovènes et les marins slovènes dans les ports albanais. »<sup>22</sup>

Les relations gréco-albanaises étaient empoisonnées : en comparaison de l'Italie (un pays qui intervenait depuis longtemps en l'Albanie, mais qui était séparé d'elle par la mer) les Albanais étaient, à cause de l'Épire du Nord, beaucoup plus soupçonneux vis-à-vis des Grecs, proches voisins du pays. Le président Bersiha a commencé à gérer une politique étrangère qui se fondait sur l'ancien principe de la politique interna-

<sup>19</sup> Luarasi, 1997, p. 33. Comme l'auteur affirme : « The 1997 crisis was in the first place an institutional crisis » [et] « Nonetheless the tradition of authoritarianism obstructed the democratic progress. »

<sup>20</sup> Luarasi, 1997, p. 13-14.

<sup>21</sup> Le SHIK a été souvent accusé – et non sans motif – d'espionner le PSD. On peut douter que le successeur légitime du PTA ait complètement perdu le contrôle sur les services secrets, surtout dans le cas où le SHIK a gardé son ancienne structure. En Hongrie, par exemple, c'est plutôt le MSZP, successeur légitime du Parti Socialiste des Travailleurs Hongrois (MSZMP) qui en profite jusqu'à nos jours. Aleks Luarasi Albania 1991-1997, p. 47-48.

<sup>22</sup> Ragaru, 2003, p. 36.

## CERPESC ANALYSES

tionale d'équilibre dans les Balkans au XIX<sup>e</sup> siècle : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », au lieu de chercher à se réconcilier avec tous les pays voisins où partout vivait une minorité albanaise<sup>23</sup>. Ainsi, pour trouver une alliance contre la Grèce, Tirana a reconnu la Macédoine (ARYM) très tôt, dès avril 1993. Cette action a été fortement motivée par la crainte d'un axe éventuel gréco-serbe.

Issu de ce partenariat et des sommets Gligorov-Berisha, l'Albanie a offert un débouché sur l'Adriatique à la Macédoine menacée par l'embargo grec. Ce jeu de politique se basait sur des piliers instables : la gestion des minorités albanaises<sup>24</sup> en Macédoine et le rôle de la Macédoine comme un hinter-

land balkanique de l'Albanie. Les relations furent ombragées par l'inconséquence de la politique albanaise qui a retrouvé un front commun avec la Grèce en misant sur le veto à l'entrée de la Macédoine à l'OSCE en 1993<sup>25</sup>.

Le président Berisha fut ainsi plusieurs fois accusé de se mêler de la politique intérieure de la Macédoine, d'assurer le soutien, par exemple, d'une organisation paramilitaire destinée à la déstabilisation en ARYM. Cette politique aventureuse de Tirana a été curieusement imitée par le jeu de (plus) grandes puissances (face à un pays faible dans la sphère internationale dont la reconnaissance comme « Macédoine » a été bloquée pendant longtemps et avec succès par



<sup>23</sup> La Hongrie, un Etat également marqué par l'existence de minorités hongroises dans les pays voisins avec lesquels les contacts étaient parfois empoisonnés, a choisi la voie de la réconciliation destinée à accélérer son intégration euro-atlantique. Cette voie a exclu la révision et l'irréductibilisme, ce qui n'a pas été le cas de l'Albanie.

<sup>24</sup> La minorité macédonienne en Albanie est peu nombreuse – 5000 personnes à Golo Brdo, Prespa, Gora.

<sup>25</sup> Ragaru, 2003, p. 38-39.

## CERPESC ANALYSES

la Grèce) pendant que, même en Albanie, l'influence des pays plus puissants restait évidente. Après la signature des accords de Dayton, c'est aussi le résultat du sentiment anti-grec qui a ouvert les portes au lien renforcé avec la Turquie jusqu'en 1996. Cet accord a stabilisé les frontières mais ignorait la situation des minorités albanaises et ainsi la question du Kosovo est redevenue un problème interne de la Serbie. La réduction du risque de guerre en ex-Yougoslavie a dévalorisé la situation stratégique de l'Albanie aux yeux des puissances étrangères.

Ainsi la Turquie a renoué le contact avec la République Fédérale de Yougoslavie (RFY) et le réchauffement albano-grec, grâce au gouvernement Simitis, a commencé. Le choc de Dayton a amené une série de frustrations dans la politique étrangère de Sali Bersiha, dont les marques sont le militantisme ouvert pour l'octroi de droits aux Albanais de Macédoine, et la dissociation de Ibrahim Rougova (le leader de la Ligue démocratique du Kosovo) en faveur de Adem Demaçi, opposant plus militant de Rougova.

Une autre initiative à finalité plus pragmatique et remarquable fut la mise au point de relations avec les pays arabes dans le but de trouver des appuis complémentaires auprès de l'OCI (Organisation de la conférence islamique) et de la BID (Banque interaméricaine de développement) à soutenir le développement de l'Albanie. Il faut y ajouter que c'était une situation délicate quand un ministre des Affaires étrangères catholique (Alfred Serrequi) a été appelé à défendre l'intégration de l'Albanie à l'OCI en 1992<sup>26</sup>.

Quant au commencement de la présence européenne en Albanie, il date de 1993 quand la Délégation de la Commission Européenne (DCE/ECD) a été établie par le remplacement de l'Office de l'Envoyé spécial. La nouvelle mission diplomatique permanente s'encadrait dans le SAP (Processus de Stabilisation et d'Association) et l'UE a financé des Programmes d'Assistance comme CARDS et PHARE. L'Albanie est devenue membre du Conseil de l'Europe le 13 Juillet 1995. Deux Agences Internationales pour le développement ont assisté la stabilisation du pays. L'agence danoise DANIDA, depuis 1994 s'est chargée du support des réformes pour un système légal et la mise en place de l'office d'un procureur et d'un médiateur. La Faculté de Droit à l'université de Tirana et la liberté de la presse étaient aussi des éléments importants de l'assistance.

L'agence suédoise SIDA, se focalisait sur l'administration publique, la démocratie et les droits de l'homme, la corruption et la criminalité internationale. L'OSCE a commencé son activité en avril 1997 pour promouvoir le processus de démocratisation, le développement de la liberté de presse et le respect des droits de l'homme, et pour observer les élections<sup>27</sup>.

### *1.3. Vers la crise de 1997*

L'établissement de la démocratie dans un État qui n'en avait eu que quatre années d'expérience auparavant (1920-1924) n'est pas une question simple. L'autoritarisme, la corruption, le provincialisme et le népotisme ont empoisonné depuis très longtemps

<sup>26</sup> Ragaru, 2003, p. 39, p. 43. (Le chef de la diplomatie albanaise, Ilir Meta était orthodoxe).

<sup>27</sup> Schmidt, p. 103-104.

## CERPESC ANALYSES

la vie politique. En plus, la législation après la transition a été fortement aggravée par une série de lois prises à la majorité des deux tiers. L'Albanie a proclamé la libre pratique des religions, mais la liberté de la presse et les droits de l'homme restaient également ambigus. Il n'existait par exemple que la seule chaîne de télévision du gouvernement, contrôlée par l'Assemblée du peuple<sup>28</sup>.

La privatisation incorrecte a augmenté la méfiance populaire : les anciennes terres des kolkhozes démantelés ont été distribuées gratuitement aux habitants des villages, sur la base de la loi sur l'héritage. En principe, la loi interdit de les vendre aux étrangers, qui peuvent toutefois en louer la majorité pour une durée de 99 ans. En outre, la loi 8072 du 15 décembre 1996 a garanti une large exonération fiscale aux investissements étrangers dans certaines régions du pays<sup>29</sup>. Les HLM en très mauvais état ont été également privatisés. En 1992 le monopole de l'État dans le commerce a disparu avec la libéralisation du commerce. Quelques grands groupes privés ont acquis l'ancienne propriété de l'État, lorsque la majorité du peuple restait déçue et au chômage<sup>30</sup>. Les entreprises ont été privatisées aux enchères, entre citoyens albanais d'abord, puis auprès des étrangers. Des conseils de privatisation (dans lesquels l'opposition du PDA était peu représentée, mais le SHIK en faisait partie) ont décidé des dérogations favo-

risant les anciens propriétaires (personnes physiques et juridiques spéciales)<sup>31</sup>.

Le trafic illégal du pétrole pour la Serbie et celui des drogues ont été tolérés par les responsables. Les organisations criminelles ont historiquement de bons contacts avec leurs « collègues » en Italie (mafia sicilienne, Camorra napolitaine, Ndrangheta calabraise) et en Turquie (mafya) avec des organisations qui sont proches des milieux politiques et se livrent à la contrebande (armes, cigarettes, stupéfiants etc.)<sup>32</sup> depuis la période communiste, en bon contact avec *Sigurimi*.

En outre, depuis 1980, plusieurs mafieux italiens y ont trouvé asile et l'Albanie a commencé à jouer un rôle privilégié, à cause des accords conclus entre les organisations italiennes et turques en 1975, et des guerres de famille concernant la mafia en Italie : la Sacra Corona Unita (SCU), une nouvelle organisation italienne, est née sur les côtes face à l'Albanie, pour gérer les trafics illégaux de cigarettes et de drogues. Les interactions avec les Albanais de Yougoslavie se sont multipliées<sup>33</sup>.

Après la transition, les dirigeants du PDA se sont vraisemblablement rapprochés de la Criminalité organisée albanophone (COA). En juillet 1991 les membres de *Sigurimi* dissout ont créé le premier groupe de la COA et d'autres groupes ont émergé en

<sup>28</sup> Luarasi, 1997, p. 20.

<sup>29</sup> Luarasi, 1997, p. 26. et p. 30.

<sup>30</sup> Comme dans les pays ex-communistes, « l'État communiste était parvenu à assurer à une large majorité de la population – fut-ce de façon imparfaite et en dépit de la crise des années 1980 – un emploi, des revenus bas, mais plutôt égalitaires », dans Nadège Ragaru : *L'Albanie et son environnement régional*, IRIS, Janvier 2003, p.13.

<sup>31</sup> Luarasi, 1997. 1991-1997, p. 28-29.

<sup>32</sup> Après la fermeture du port de Tanger en 1961, les sociétés de vente de tabac ont été transférées sur les côtes yougoslaves et albanaises.

<sup>33</sup> Chassagne, – Gjelošhal,

## CERPESC ANALYSES

Grèce. Ces groupes, de surcroît, face à la législation plus sévère en Grèce, ont délocalisé les cultures de cannabis du Péloponnèse et de Thessalie au sud de l'Albanie. Et le PSA a vraisemblablement influé sur la création de ces groupes afin de conserver le pouvoir informel et les ressources financières<sup>34</sup>.

À son arrivé au pouvoir, Berisha favorisait ses bases au nord du pays et de façon absurde, il fermait les yeux face aux violations de l'embargo international contre la Yougoslavie au nord du pays, directement frappé par les restrictions aux frontières du Kosovo et du Monténégro, dans un contexte économique délicat. Le trafic des produits pétroliers se développait et l'embargo unilatéral grec vers la Macédoine a entraîné de nouvelles démarches. La COA était renforcée par les « paysans-chômeurs », des perdants de la privatisation. L'exode rural a permis à des criminels de s'emparer des terres pour cultiver les plantes à drogues (par exemple du chanvre à Fier, à Vlora, à Tepëlen). La conséquence fut l'exportation de cannabis vers l'Europe à partir de 1994<sup>35</sup>.

La base du développement économique s'est élargie. Les activités financières irrégulières et leurs contacts avec la criminalité et la contrebande y ont joué un rôle extrêmement grand. L'escalade de la crise est issue du schéma des investissements pyramidaux « dans lesquelles cinq familles sur sept avaient déposé leurs épargnes en échange de promesses de taux d'intérêt élevés. »<sup>36</sup> Le

FMI et le Banque Mondiale ont plusieurs fois alerté dans leurs rapports sur le taux d'intérêt extrêmement haut, et les fautes de la réforme du système bancaire.

Au début de l'année 1997, conséquence de l'effondrement brusque de la pyramide, les investisseurs se retrouvaient seuls et sans aide face à la subite disparition de leur épargne. Une série de manifestations ont commencé contre le gouvernement, accusé d'entretenir des relations avec des compagnies pyramidales, surtout en bénéficiant de leurs aides dans les campagnes électorales<sup>37</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars, le gouvernement a démissionné, mais les manifestants ont pris le contrôle du stock d'armes de la base militaire Pashaliman (port de Vlora) et des villes de Saranda, Himara et Delvina (sud Albanie). Le Parlement a instauré l'état de siège en diminuant les droits constitutionnels. Pour rétablir l'ordre public, le Parlement a donné l'autorisation de répression aux forces armées, à la police et à la SHIK dont le chef, B. Gazidede a été nommé le commandant en chef. Par la décision Nr. 299, le Conseil de défense a été chargé de la mobilisation du peuple. Le 3 mars, l'Assemblée du peuple a réélu Sali Berisha président de la République<sup>38</sup>.

Mais les révoltes menaçaient l'unité du pays. La crise immédiate était plutôt socio-économique que politique : l'Albanie du nord restait plutôt loyale à Berisha, tandis que le sud, plus frappé par le schéma pyra-

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Ragaru, 2003, p. 16.

<sup>37</sup> Greco.

<sup>38</sup> Luarasi, 1997, p.14-15.

# CERPESC ANALYSES

midal, a soutenu les rébellions. Celles-ci étaient spontanées, sans vrais objectifs et patronage politiques, n'ayant qu'un seul but commun, l'affrontement contre les autorités. C'est plus tard que les groupes politiques ont cherché à établir des liaisons organiques avec eux en transformant le statut de l'anarchie en une guerre civile qui comportait beaucoup plus de menaces même contre les pays voisins<sup>39</sup>.

Les forces armées ont refusé de lutter contre le peuple en armes et – presque incroyablement – leurs unités se sont dissoutes non seulement dans les départements du sud, mais aussi partout dans le pays. Berisha a accusé les socialistes d'inciter la police à agir contre le gouvernement. La violence contre les institutions centrales et locales du gouvernement<sup>40</sup> et de la police, s'est intensifiée. Plusieurs centaines de milliers d'armes ont été volées. La guerre civile et un exode vers l'Italie ont commencé, le terrorisme et la violation du droit sont devenus ordinaires. Le 9 mars, avec la médiation de l'OSCE, un gouvernement de la Réconciliation nationale a été mis en place sous la direction du Premier ministre Bashkim Fino (PSA).

Le 28 mars 1997, le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé d'envoyer une force multinationale destinée à soutenir la distribution de l'aide humanitaire. (Le 29 juin et 6 juillet 1997 le PSA a remporté la victoire avec 118 sièges sur 155 face au 24 sièges du PDA. Les événements en 1997 ont fait 2000 victimes<sup>41</sup>.)

## II. L'opération ALBA (8 avril 1997-11 août 1997)

*« Le succès individuel de l'Italie est une nouvelle preuve de l'inanité européenne »  
(Paolo Garimberti)*

### II.1. Désaccords diplomatiques et au sein de l'UE et de l'OSCE ; l'évacuation

La première vraie opération militaire commune de certains États de l'UEO fut l'opération ALBA (l'aube) en Albanie. À l'initiative de l'Italie, ALBA a été basée sur la Résolution 1101 du Conseil de Sécurité du 28 mars 1997. La résolution, après avoir mis l'accent sur « les efforts diplomatiques que la communauté internationale déploie en vue de trouver une solution pacifique à la crise, en particulier ceux de l'OSCE et de l'Union européenne », a permis le déploiement d'une force armée chargée d'assurer la sécurité et la rapidité de la distribution de l'aide alimentaire pour trois mois.

Il ne s'agit pas néanmoins d'une opération de l'UEO par excellence. C'est l'ONU qui, en accord avec les autorités albanaises, a établi la Force multinationale de protection en Albanie (FMPA/MPFA) pour une période de trois mois, avec un effectif de 7000 militaires provenant de huit États. En tenant compte des méthodes des opérations menées par le Conseil de Sécurité, l'Italie (notamment l'Amiral Venturini) a piloté la force européenne de stabilisation : il s'agit plutôt d'une « coalition des bonnes volontés » *ad hoc* parce que l'OTAN, l'UEO et l'OSCE ont également refusé de s'en char-

<sup>39</sup> Greco.

<sup>40</sup> Le système administratif comporte un niveau communautaire (37 départements) et un échelon local (12 préfectures).

<sup>41</sup> Rotschild-Wingfield, 2000, p.290-91.

## CERPESC ANALYSES

ger ou bien se mêler directement d'une telle mission<sup>42</sup>.

Quant aux initiatives de l'OSCE dans la gestion de crise en Albanie, elles datent des premiers jours du mois de mars 1997. Après le voyage de Franz Vranitzky, le représentant personnel du président en exercice (1997 : Niels Helveg Petersen /Danemark) le Conseil de l'OSCE a adopté la décision Nr. 158 du 20 mars qui a souligné les deux tâches principales de l'OSCE en Albanie : le soutien du processus de démocratisation (liberté de la presse, droits de l'homme) et la préparation des élections (*monitoring*). Selon le document, le *monitoring* du désarmement était également désirable<sup>43</sup>. Ce document a recommandé des décisions sur une mission à haut niveau de l'Union européenne et une coordination plus étroite avec les institutions et les organisations internationales.

La décision Nr. 160 de l'OSCE du 27 mars 1997 a salué la position d'avant-poste de l'UE avec la participation de l'OSCE pour la mise en place d'une mission de conseil. Le document a chargé M.Vranitzky de la responsabilité de coordination des efforts de la communauté internationale. Cependant le document ne fixe pas la fin de mission, qui dépend de la décision du Conseil permanent après les élections en Albanie<sup>44</sup>. Le Conseil permanent a surveillé l'accord de la mission avec la Charte des Nations Unis et les principes de l'OSCE, et à la suite des événements il a plusieurs fois prolongé

(Décisions 588, 643 etc.) son mandat. Pendant la crise du Kosovo, la mission a observé les frontières de l'ARYM et de Bosnie-Herzégovine et cherchait à prévenir un éventuel *spillover effect*<sup>45</sup>.

L'écho et les réactions diplomatiques à la crise albanaise furent très ambigus : tout d'abord, même Romano Prodi, Premier ministre de l'Italie, refusait d'envisager une mission dont l'importance était soulignée par le porte-parole de l'ONU Fred Eckhard : « Nous n'avons pas la capacité d'intervenir au milieu d'une guerre civile. Ce serait l'œuvre d'une force multinationale avec un pays qui prendrait la tête de cet effort. Avez-vous entendu parler d'un État (prêt à s'engager) ? »

Le président hollandais de l'Union européenne, Wim Kok, a également exclu une intervention militaire en l'absence d'un avis préalable du Conseil de sécurité (CdS) de l'ONU. Le chancelier Kohl gardait son scepticisme du premier moment à la conférence de La Haye : « Si nous envoyons des soldats, qu'allons-nous leur donner pour mission » dans un conflit qui est de nature « interne ». Madeleine Albright était pour la mission de Vranitzky et contre la création éventuelle d'une force militaire internationale<sup>46</sup>.

Malgré – ou bien à côté – des opinions, plutôt défavorables à une intervention, les États commençaient de plus en plus à s'inquiéter à cause de la situation interne de l'Albanie ; la décision sur l'évacuation des

<sup>42</sup> Greco.

<sup>43</sup> OSCE Permanent Council PC.DEC/158 (20/03/1997). Ces buts restent évoqués dans la PC.DEC/160 (27/03/1997) mais la coopération avec le Conseil de l'Europe a pris l'avantage.

<sup>44</sup> OSCE Permanent Council PC.DEC/160 (27/03/1997)

<sup>45</sup> *The OSCE presence in Albania*, 2005. pp. 31-33. La décision 588 a élargi les tâches de la mission : consultation et coopération concernant la réforme législative et judiciaire, la réforme de l'administration régionale, la réforme des élections, etc.

<sup>46</sup> AFP Paris, 13 mars 1997.

## CERPESC ANALYSES

corps diplomatiques a été rapidement prise, parfois au niveau gouvernemental avec un accord ultérieur du Parlement.

Du côté allemand, par exemple, l'opération Libelle (libellule) des 13-14 mars 1997, en étroite coopération avec l'OTAN, s'est ainsi déroulée : après la décision du ministre de la Défense allemand, la frégate Niedersachsen (F-208) a été appelée à Durrës. Cinq hélicoptères de transport et de secours CH-53 du contingent allemand de la SFOR/BiH (GECONSFOR) et 3 autres hélicoptères de SFOR/Rajlovac sont arrivés à Dubrovnik (Croatie). Cependant 3 avions C-160 Transall décollent de Landberg vers Podgorica (Monténégro). Ensuite les hélicoptères arrivent à Tirana via Podgorica. Le débarquement a été effectué pendant 29 minutes (15:40-16:09 le 14 mars) et les personnes évacuées (98 personnes de 22 nations) ont été transportées par les hélicoptères vers Podgorica, et par les trois C-160 vers l'aéroport de Cologne et de Bonn<sup>47</sup>.

Les deux éléments plus remarquables de cette opération sont les suivants. C'est la première fois qu'une unité de la Bundeswehr a fait usage de la force au cours d'une opération extérieure<sup>48</sup> (pendant le décollage des hélicoptères à Tirana) : des tirs d'autodéfense ont fait un blessé parmi les milices albanaises et un hélicoptère a été légèrement endommagé. Et ce n'est qu'une

semaine après cette opération de réaction rapide, le 20 mars, que les députés du Bundestag ont approuvé ultérieurement à une très large majorité cette récente opération de sauvetage<sup>49</sup>.

L'échec de l'Union européenne vis-à-vis de la gestion d'ensemble de la crise consiste dans le désaccord du 24 mars 1997, quand les États ne sont pas arrivés à établir un accord parce que l'Allemagne et le Royaume-Uni ont refusé l'intervention. Même les États-Unis ne s'engageaient qu'au soutien logistique de l'opération. Le volet diplomatique de la crise relevait d'une interprétation différente de la situation.

L'Italie et la Grèce, sur le territoire desquelles les vagues des immigrants ont demandé l'asile, ont réclamé une intervention militaire urgente pour prévenir l'escalade. Mais les États de l'Europe centrale et orientale ont considéré la crise comme périphérique et restèrent sceptiques vis-à-vis du résultat d'une opération militaire et craignaient un accueil hostile<sup>50</sup>.

### II.2. La mise en place de l'opération

La gestion de crise pilotée par l'Italie a bien commencé pour le gouvernement italien. Les phases les plus importantes étaient les suivantes<sup>51</sup> : accueil humanitaire et provisoire des réfugiés, invitation à la constitu-

<sup>47</sup> Wikipedia/Opération Libelle.

<sup>48</sup> L'usage de la force de la *Bundeswehr* à l'étranger restait incertaine dans la Loi Fondamentale allemande, qui ignorait les forces armées. Le 12 juillet 1994 la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe a déclaré que l'Article 87A aliéna 2 décrit strictement la défense interne mais sur la base de l'Article 24, aliéna 2, l'usage des forces à l'étranger (sous l'égide de la sécurité collective) était autorisé. Selon l'arrêt de la Cour c'est le gouvernement qui décide et le parlement par une majorité absolue. Dans le cas d'une réaction rapide la décision du gouvernement peut être ratifiée ultérieurement. Mais cela risque de durer de la part du gouvernement. Cf. Stein (L'auteur souligne que, bien que l'opération Libelle fût en ordre, sa base constitutionnelle restait imprécise.)

<sup>49</sup> Bonn approuve une opération de la Bundeswehr en Albanie, dans *Le Monde* du 22 mars 1997.

<sup>50</sup> Greco.

<sup>51</sup> Padovani, 10 avril 1997.

## CERPESC ANALYSES

tion d'un gouvernement d'union nationale en Albanie, requête pressante d'une force européenne d'intervention, tentatives de découragement des candidats à l'émigration (le roi de l'Albanie Leka I<sup>er</sup>, en exil en Afrique du Sud, a fait une visite le 12 avril 1997 à Tirana. Il n'avait que 2 jours quand sa famille a quitté l'Albanie en 1939<sup>52</sup>.)

Mais trois incidents italiens, conséquences partiellement du manque de précautions, ont terni l'opération ALBA et son écho international et local. Le 28 mars une vedette albanaise surchargée a heurté une corvette de la marine italienne qui a fait 80 victimes. Après le bâtiment *Vittorio Veneto* a échoué sur la plage de Vlora – heureusement sans suite grave<sup>53</sup>. Et le 6 juin des photos ont apparu sur les troupes italiennes dans la mission ONUSOM II en Somalie (débutée en 1993) qui torturaient des prisonniers somaliens. La même unité (*Folgoro*) accomplissait une mission dans l'opération ALBA<sup>54</sup>...

Pourtant, les efforts de communication pour faire passer l'intervention pour une opération humanitaire plutôt que militaire restent remarquablement visibles. La population albanaise préférerait y voir une mission militaire destinée à sécuriser leur région<sup>55</sup>, et nombreux étaient ceux qui critiquaient le

mandat de l'ONU « qui parle d'aide humanitaire pour un pays qui souffre d'anarchie, mais pas de faim. »<sup>56</sup> D'autres analyses soulignent au contraire la famine pendant les mois d'anarchie<sup>57</sup>.

Le Premier ministre italien Romano Prodi a plusieurs fois souligné le volet « pacifiste » de la mission : c'était un geste important envers les 35 membres d'extrême-gauche sans lesquels le gouvernement ne pouvait pas garder la majorité<sup>58</sup>. La mission ALBA consistait donc « à faciliter l'acheminement rapide et sûr de l'assistance humanitaire » (vivres et médicaments) et à créer le « climat de sécurité nécessaire aux missions des organisations internationales en Albanie, y compris celles qui apportent une assistance humanitaire et *prend note* de tous les éléments (...) concernant notamment la mission de surveillance des élections – OSCE-Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme»<sup>59</sup>.

Quant aux forces déployées d'ALBA, elles ont surveillé la sécurité des ports de Durrës et de Vlora (ville où l'insurrection a débuté et d'où elle était dirigée par les rebelles), de l'aéroport de Tirana et des principales voies de communication entre le nord et le sud du pays<sup>60</sup>. La mission avait un

<sup>52</sup> « Romano Prodi, en visite a Vlora, a exprimé son soutien au redressement de l'Albanie », dans *Le Monde* 15 avril 1997.

<sup>53</sup> Rizzo, 15 mai 1997.

<sup>54</sup> AP 06 juin 1997.

<sup>55</sup> « Je suis content que les Français débarquent. Pour les vivres, à mon avis, ce n'est pas le problème. Il y a à manger chez nous, nous ne sommes pas en Somalie. Ce qui est bon, c'est qu'il y ait une force capable de faire peur aux voyous et aux policiers corrompus. Au moins, cette fois, nous avons l'impression que les Européens s'occupent de nous. », dans Peuchamiel, 15 avril 1997.

<sup>56</sup> Rizzo, 15 mai 1997.

<sup>57</sup> Greco.

<sup>58</sup> « To regard the imminent multinational mission to Albania as a military intervention and not as a humanitarian intervention would be wrong. » (Romano Prodi), dans AFP 06 avril 1997.

<sup>59</sup> CdS Rés. 1114.

<sup>60</sup> « L'intervention dans l'après-guerre froide », dans *RAMSES '98*, Paris, IFRI, DUNONT, 1999, p. 138.

## CERPESC ANALYSES

objectif triple<sup>61</sup> : la sécurisation de l'aide humanitaire, le contrôle des ports de l'Adriatique et la stabilisation de la situation intérieure.

Cette opération militaire faisait partie des interventions internationales de « seconde génération »<sup>62</sup>. En effet, ALBA était mandatée principalement à garantir la sécurité des activités des missions internationales et d'assistance humanitaire. Deuxièmement, il s'agissait purement d'un conflit intra-étatique. Les rôles les plus importants étaient le rétablissement d'un consensus national et la réconciliation dans une situation anarchique. Par rapport à l'IFOR et à la SFOR, la FMPA avait un mandat relativement limité avec des règles d'application strictes dont la viabilité était mise en jeu. Et finalement la mission ALBA a fait partie d'une gestion globale de la situation en interaction avec d'autres programmes civils et l'assistance économique et technique<sup>63</sup>.

Quant à la stratégie à appliquer, les alliés restaient partagés : l'Allemagne, la Grèce et les États-Unis exprimaient leur volonté de voir le président Sali Berisha démissionner. L'Italie, qui disposait de meilleures relations avec le PDA qu'avec le PSA, au contraire a soutenu le maintien de Berisha et suggéré l'adoption d'un nouveau gouvernement. Le

remplacement du Président n'aurait dû intervenir que dans une deuxième phase<sup>64</sup>.

Le 11 avril deux Transall C-130 ont atterri à Tirana avec les forces spéciales italiennes COMSUBIN (*Comando Raggruppamento Subacquei e Incursori*) du 9<sup>e</sup> régiment de parachutistes COL MOSCHIN et un régiment logistique et de contrôle aérien. Les unités spéciales se sont chargées de sécuriser l'aéroport (fortement endommagé) et de créer une base pour la force aérienne italienne (pont aérien). En plus vingt personnes ont été déployées en avant-coureurs à Durrës par le navire MTC-1014 Pantelleria : ils ont examiné l'espace du port et la route entre Durrës et Tirana. Le dragueur de mine Rimini (M5561) a transporté le bataillon San Marco après avoir déminé le port. Pantelleria est devenu le HQ mobile de la patrouille contrôlant les embarquements illégaux d'émigrants<sup>65</sup>.

Le contingent international a suivi le 16 avril 1997 par voie aérienne à Vlora : 150 Turcs (sur 600-800 soldats de la marine turque), 200 Grecs et des Italiens dont 2500 étaient déjà sur place. Pour un effectif total de 6000 personnes, la répartition des contingents nationaux était la suivante : l'Italie 2750 ; la France 940 ; la Turquie 700 ; la Grèce 700 (760+) provenant de sections de l'infanterie motorisée ; l'Espagne 500

<sup>61</sup> *L'Union européenne dans les Balkans : Althea et autres opérations - ANNEXE II Les actions européennes dans l'ancienne Yougoslavie : 1990 – 2001*, [http://www.assembly-weu.org/fr/documents/sessions\\_ordinaires/rpt/2005/1919.html](http://www.assembly-weu.org/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2005/1919.html)

<sup>62</sup> Une seconde génération d'opérations de maintien de la paix, c'est-à-dire des opérations visant les conflits internes et ayant des mandats beaucoup plus diversifiés, dépassant la classique observation et la supervision d'un cessez-le-feu.

<sup>63</sup> Greco.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> ANSA, Rome 11 avril 1997

## CERPESC ANALYSES

(450) ; la Roumanie 390<sup>66</sup> et 60 fantassins danois, 120 fantassins autrichiens<sup>67</sup>.

En ce qui concerne les forces françaises, elles ont été débarquées par le BATRAL<sup>68</sup> Champlain (100 soldats) et par TCD Orage (400 soldat et blindés avec mitrailleuses 12,7)<sup>69</sup>. Le BATFRANCE (bataillon français) a été commandé par Philippe Roisin, chef de corps du 2<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie de la Marine (RIMa). 80% des hommes provenaient de la 9<sup>e</sup> Division d'Infanterie de Marine (DIMa) de Nantes dont 40% du 2<sup>e</sup> RIMa du Mans. Sur 7000 tonnes d'aide humanitaire apportées, la France a escorté 4000, soit 500 convois. Pendant les élections, la zone française a couvert 15-20% de l'électorat où on a recensé 85% des votants<sup>70</sup>.

Le bâtiment Samos a embarqué les 120 soldats grecs de Salonique. La totalité de l'effectif, 760 hommes et les troupes supplémentaires se sont installés à Vlora et dans les villes frontalières Kakavje et Christallopigi pour rassurer la minorité grecque<sup>71</sup>. Le contingent roumain, avec 97 véhicules blindés à Girokaster, a contrôlé la circulation nord-sud dans la ville. L'unité espagnole avait la même tâche à Shkodra et dans le port Shengjiu. L'effectif total de la mission était à peu près de 6000 hommes aug-

menté à 7100 au premier tour des élections<sup>72</sup>.

À Rome, la gestion de l'opération est menée par un comité de direction permanent, composé de huit hauts fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères et de la Défense des huit pays participants. Amiral Mario Venturoni était le COS militaire de l'ALBA (à Rome) et Forlani<sup>73</sup> commandant sur le terrain dont Philippe Roisin, commandant français, était le représentant. Sur le théâtre, en Albanie, le premier incident s'est passé le 4 mai : trois hommes ont ouvert le feu sur le camp militaire italien San Marco où 200 hommes étaient logés. Les soldats de garde ont riposté en tirant en l'air<sup>74</sup>.

Le 5 mai 1997, même l'UEO a finalement décidé de déployer en Albanie une mission<sup>75</sup> d'une vingtaine d'hommes chargés de conseiller et de former la police albanaise. « L'objectif de la seule organisation européenne compétente en matière de défense reste limité. Il n'est pas question d'engager une force de police européenne en Albanie mais seulement de fournir un encadrement « formateur » aux policiers albanais » souligne-t-on au siège de l'organisation. « L'UEO n'entend, par ailleurs, aucunement fournir de l'armement ou de l'argent à la police albanaise, malgré ses demandes. » La

<sup>66</sup> ANSA 16/04/1997 09:22 in :

<http://listserv.buffalo.edu/cgi-bin/wa?A2=ind9704c&L=albanews&T=0&P=1200>

<sup>67</sup> « Luciano Forlani – Commandant de la troupe de protection en Albanie », dans la *Süddeutsche Zeitung* 17/04/1997.

<sup>68</sup> BAtiment de TRAnsport Léger

<sup>69</sup> Peuchamiel, 15 avril 1997

<sup>70</sup> Gaven, 09 septembre 1997

<sup>71</sup> Giannaka, 16 avril 1997

<sup>72</sup> « La force de paix en Albanie a commencé son retrait. La situation politique reste bloquée » dans *Le Nouveau Quotidien* 21 juillet 1997.

<sup>73</sup> Commandant la Division italienne dans la troupe d'intervention rapide de l'OTAN depuis 1993.

<sup>74</sup> « Un camp de la force multinationale a été attaqué en Albanie » dans *Le Monde* 06 mai 1997.

<sup>75</sup> EMCP ou Multinational Advisory Police Element (MAPE) (12 mai 1997-31 juin 2000).

## CERPESC ANALYSES

liste albanaise incluait des gilets pare-balles, des blindés, des voitures, armes plus efficaces que les Kalachnikov, mais aussi des télévisions, des ordinateurs, des magnétoscopes et des machines à laver...<sup>76</sup>

### *II.3. Les débats autour de l'élargissement du mandat de la mission*

Le gouvernement albanais a plusieurs fois demandé l'élargissement du mandat de l'opération ALBA. Le 1<sup>er</sup> mai, il a demandé un élargissement du mandat de la FMP de manière à lui permettre de surveiller les dépôts de munitions à l'abandon et les frontières albanaises, car l'armée et la police albanaises s'avéraient incapables de surveiller 2500 dépôts de munitions et d'explosifs. Des explosions ont fait plusieurs accidents mortels<sup>77</sup>. Le 23 mai 1997, la FMP a rejeté la demande de Bashkim Fino d'assurer la sécurité des postes frontières désertés par les douaniers et celle des axes routiers<sup>78</sup>. Avant les élections, le Premier ministre albanais suggérait l'élargissement du mandat de la FMPA pour en faire une sorte de « police électorale », mais – selon Vranitsky – les 6000 hommes de la FMPA auraient été insuffisants pour assurer la protection de tous les sièges électoraux<sup>79</sup>. Même les Italiens ont exprimé un désir semblable, après l'assassinat d'un résident italien, en réclamant une force de protection. Mais le ministre italien de la défense, Beniamino Andreatta, a répliqué à juste titre que la FMP ne devait

pas se transformer en une armée d'occupation. Il fut souligné à plusieurs reprises par les responsables d'ALBA que la FMP n'était pas une force de police<sup>80</sup>. Même la mission de l'UEO, EMCP, débutée le 12 mai 1997 ne s'est pas chargée de tâches de police (militaire) mais de formation des unités de police albanaise.

Les refus des demandes d'activités sortant du cadre du mandat de la FMP étaient logiques et primordiaux pour garantir l'efficacité et le bon résultat de l'opération. D'un autre côté, on constate qu'une opération telle qu'ALBA est loin de pouvoir gérer tous les aspects de la crise, surtout la sécurité en toute Albanie. Mais bien sûr, elle n'était pas mandatée pour cela ! Le gouvernement albanais s'est plusieurs fois mépris sur le sens de la mission de l'ALBA : c'est la défense de la gestion et du transport des aides humanitaires et non pas la sécurisation de l'Albanie, la défense frontalière, la surveillance des élections ou bien le rétablissement de la sécurité interne par les méthodes de police (militaire). Ainsi, la conclusion de la mission tend plutôt vers une mission humanitaire (mieux sécurisée que celles de l'ONU) que vers une vraie mission militaire. Une autre conclusion à tirer est qu'un mandat ainsi prescrit ne peut pas être facilement modifié.

<sup>76</sup> AFP Bruxelles 5. mai 1997.

<sup>77</sup> AFP 1<sup>er</sup> mai 1997.

<sup>78</sup> AFP 23 mai 1997.

<sup>79</sup> Hacourt, 27 mai 1997.

<sup>80</sup> AFP 1<sup>er</sup> mai 1997.

# CERPESC ANALYSES

## Conclusions

L'opération ALBA s'est terminée le 11 août 1997 à la suite de l'élection de l'opposant de Berisha, M. Mejdani. Le mandat de l'opération, une fois prolongé le 19 juin par le CdS de l'ONU<sup>81</sup> pour la période après le 28 juin, s'est terminé le 12 août. La prolongation était prévue pour un report éventuel des dates des élections. Le deuxième tour a eu lieu le 6 juillet. Au moment de retrait des troupes, quelques problèmes restaient loin d'être réglés. La violence perdurait et le président Berisha, battu, a refusé la démission et la coopération avec le PSA vainqueur en attendant le résultat officiel du scrutin<sup>82</sup>.

L'opération était la première mission de gestion de crise uniquement menée par des États européens, mais il semble qu'elle est également « l'échec des institutions européennes existantes »<sup>83</sup>. Ainsi cette mission peut être considérée comme l'exemple d'une très bonne occasion manquée pour un résultat commun de la PESC qui a risqué sa crédibilité.

Par contre, l'opération ALBA a apporté un résultat remarquable pour les participants dont l'Italie a tiré profit : elle est devenue crédible – pour le moins dans les Balkans. Elle a gardé sa place privilégiée en Albanie en maintenant la coopération militaire comme le fournisseur des équipements modernes et entraîneur des troupes albanaises pour un montant de 17 millions de dollars. La Turquie s'est chargée de la réorganisation de l'armée albanaise et Izmet Sezgin, le

ministre de la Défense a donné son appui formel à la candidature albanaise à l'OTAN. La Turquie a également formé les cadets albanais et a reçu le droit de reconstruire la base *Pashaliman* pour l'armée turque.

La réconciliation avec la Grèce fut une retombée inespérée, débouchant sur un échange de visites, un crédit de 70 millions de dollars et l'amorce de la législation sur les travailleurs albanais. En plus, après l'opération ALBA, 200 soldats de l'armée grecque sont restés sur place<sup>84</sup>.

Le mandat strictement limité dans le temps, dans l'espace et dans les tâches a réussi à éviter l'échec d'une telle opération et a donné une réponse bien sentie aux membres trop soucieux de l'UEO.

<sup>81</sup> 14 membres pour, la Chine s'est abstenue : cf. : Reuters 19/06/1997 ; l'opération a été prolongée malgré le souci de M. Andreatta, qui ne croyait pas que les Parlements nationaux et des pays contributeurs se seraient mis d'accord. Il a même déclaré si « les forces politiques albanaises perdaient la capacité de trouver un compromis sur les élections », la FMP pourrait se retirer d'Albanie. Angoisse ou plutôt chantage ? Peut-être un message politique non décodé : la FMP aurait dû quitter le pays après les élections ; cf. : AFP Tirana, 10 mai 1997.

<sup>82</sup> « La force de paix en Albanie a commencé son retrait. La situation politique reste bloquée », dans *Le Nouveau Quotidien* 21 juillet 1997.

<sup>83</sup> *L'Union européenne dans les Balkans*, 2005.

<sup>84</sup> Ragaru, 2003, p. 41.

# CERPESC ANALYSES



## András István TÜRKE

- doctorant à la Sorbonne (Paris III)
- visiting fellow auprès de l'EUISS (2006)
- boursier-chercheur auprès du HIIA
- stages auprès de l'AUEO
- fondateur du CERPESC
- turke@turke.eu

Sources des images :

p.l. - TCD Orage pendant la mission ALBA (avril 1997), <http://www.netmarine.net>

p.l. - <http://www.esercito.difesa.it/English/Missions/alba.asp>

### CERPESC - Centre Européen de Recherche pour la PESC

**CERPESC ANALYSES** | ISSN 2073-5634 | **Editeur** : Fondation Europa Varietas – 1135 Budapest, Szent László út 15. 5. em. 8, Hongrie ; Association Objectif Europe III (Sorbonne) – Université de la Sorbonne Nouvelle – Paris III / UFR d'Etudes Européennes, Centre Censier, Bureaux 208-210, 13, rue Santueil, 75005 Paris, France | **Rédacteur en chef** : András István Türke Ph.D | 2005–  
<http://pesd.visuart.eu/?q=cerpescanalyses> ; [pesce@pesc.eu](mailto:pesce@pesc.eu)

*Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par procédés réservés pour tous pays*